

Campagne mondiale pour l'éducation

Document d'orientation sur les domaines prioritaires du plan stratégique 2023-2027

Leadership et gouvernance dans l'éducation

1. Contexte¹

L'apprentissage est un élément de la vie, un système organisationnel intégrant tous les phénomènes et contextes qui rendent l'évolution possible, de sorte que les processus d'apprentissage s'intègrent par le biais de processus cognitifs qui reflètent les cultures et les sociétés.

Bien que les processus d'apprentissage soient inhérents à l'être humain, ils sont développés et stimulés par l'éducation. L'éducation vise à stimuler les processus d'apprentissage et à leur donner une signification globale, devenant ainsi un point de référence pour la vie et, de surcroît, un stimulant.

La première conséquence à tirer de cette affirmation est que l'éducation a une légitimité éthique, philosophique et scientifique incontestable. Par conséquent, le droit à l'éducation n'est pas seulement un droit de l'homme universel, mais aussi un fondement des systèmes et du développement.

L'éducation peut être une question de vie ou de mort. C'est pourquoi considérer l'éducation uniquement en termes de droit social ou culturel revient à nier toutes ses dimensions. Peut-être sommes-nous également arrivés à un point où nous devrions commencer à traiter l'apprentissage comme d'un droit de l'homme, parce qu'*enseigner comment apprendre*² est probablement le cours pédagogique le plus important que nous devrions promouvoir.

Cependant, l'éducation doit faire face à des défis importants de la part de forces opposées qui continuent à la considérer comme l'instrument disciplinaire du marché et, par conséquent, comme une forme de service (et non un droit) subordonné aux intérêts de l'économie plutôt qu'à ceux des êtres humains.

¹ Cette section est basée sur : Muñoz, Vernor. El mar entre la niebla : El camino de la educación hacia los derechos humanos. Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación. San José, 2009.

² Processus d'apprentissage, a fait référence aux quatre piliers que la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle a mis en évidence en 1996 : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être. Voir Delors, Jacques. Learning: the treasure within; rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle. UNESCO, Paris, 1996.

Le cadre social des croyances et des comportements patriarcaux a établi une conception de l'État comme une organisation stratifiée et pyramidale qui, avec le temps, est devenue un terrain fertile pour les systèmes d'exclusion qui entravent le dialogue réciproque et égalitaire entre les personnes.

Ce cadre patriarcal a donné forme à des langages, des concepts et des modèles éducatifs et a eu un impact important sur l'apprentissage en validant et en reproduisant, de génération en génération, des stéréotypes, des préjugés et des inégalités, parfois même en passant outre la volonté des décideurs, et en assujettissant de multiples identités historiques et culturelles à un seul projet éducatif³ qui est donc sujet à une discrimination institutionnalisée.

Ce cadre d'inégalités et d'asymétries, antérieur aux systèmes éducatifs, exerce une influence décisive sur l'organisation des écoles. Il s'agit d'un système qui définit des relations déséquilibrées entre les personnes⁴, plaçant les hommes et les femmes dans une hiérarchie de domination présentée comme « naturelle » et qui, au-delà du genre, inclut des discours sexistes, racistes et nationalistes⁵.

Dans ce cadre d'asymétries que l'État moderne a cultivé, la notion de leadership a traditionnellement été comprise comme une fonction de commandement, dans laquelle il est supposé qu'une personne ou un petit groupe de personnes est destiné à diriger et un autre groupe majoritaire à suivre ou à obéir. Les systèmes éducatifs conventionnels ont malheureusement reproduit ce modèle social, qui est inacceptable du point de vue des droits de l'homme.

La vision alternative du leadership suppose, au contraire, de renforcer les capacités de chacun à promouvoir des environnements démocratiques dans lesquels les décisions sont prises en connaissance de cause, de préférence par consensus, et avec des règles rationnelles dans lesquelles les droits des groupes minoritaires sont respectés.

Le leadership doit être compris comme les capacités des personnes, plutôt que comme l'investiture d'individus.

2. Le plan stratégique de la CME (2023-2027)

Le plan stratégique de la CME (2023-2027) aborde le leadership dans l'éducation et l'espace civil comme un domaine politique clé dans lequel tous les membres devraient travailler.

Voici quelques-unes des actions fondamentales sur lesquelles la CME se concentre :

³ Bolívar, Antonio. *Ciudadanía y escuela pública en el contexto de diversidad cultural*. Revista Mexicana de Investigación Educativa. ENE-MAR 2004, Vol. 9, Núm. 20.

⁴ Peoples Movement for Human Rights Learning (PDHRE). *Transforming the patriarchal order into a human rights system toward economic and social justice for all*. New York. www.pdhre.org.

⁵ Herrera Flores, Joaquín. *De habitaciones propias y otros espacios negados. Una teoría crítica de las opresiones patriarcales*. Instituto de Derechos Humanos de la Universidad de Deusto. Número 33. Bilbao, Spain, 2005, p. 29.

- Promouvoir des processus de collaboration entre les décideurs et la société civile représentant les apprenants, les parents, les enseignants et les jeunes dans toute leur diversité afin d'améliorer la qualité de l'éducation et du système éducatif.
- Relier les tendances sociales, économiques et environnementales aux besoins et pratiques des établissements d'enseignement et des institutions et développer des liens et une collaboration efficaces avec d'autres secteurs.
- Assurer la responsabilité dans les décisions, les investissements, l'utilisation des ressources et des résultats en matière d'éducation à tous les niveaux
- Promouvoir la gouvernance démocratique et le dialogue social, notamment avec les syndicats représentant les enseignants et le personnel de soutien, ainsi qu'avec les organisations d'étudiants.

Les actions proposées s'inscrivent dans une approche pragmatique visant à reformuler les relations entre les mécanismes traditionnels de prise de décision et le droit des personnes à participer à ces décisions.

3. Défis critiques

Le principal défi structurel auquel le mouvement est confronté est l'existence de systèmes institutionnels historiquement renforcés par la concentration du pouvoir, la supplantation des volontés et l'imposition de normes qui ne répondent pas aux droits et aux besoins des personnes, en particulier de celles qui sont traditionnellement marginalisées.

L'éducation peut être à la fois le mécanisme qui reproduit les asymétries et le moyen de les surmonter. C'est pourquoi il est essentiel de rappeler que la lutte pour le droit à l'éducation est essentiellement politique.

Renforcer et exiger la mise en place d'un leadership collaboratif et démocratique est la voie que le mouvement devrait suivre, afin que les décisions et les responsabilités puissent être assumées collectivement, plutôt qu'individuellement.

Le leadership collectif offre de meilleures options pour la transformation de l'éducation, s'il inclut des groupes qui ont été historiquement discriminés, tels que les jeunes, les femmes et les filles, les LGBTQI+, les personnes vivant avec un handicap et les minorités ethniques et culturelles.

4. La voie à suivre

La CME a l'intention de développer des initiatives transversales pour aborder les nouvelles formes de leadership collectif dans toutes ses actions et dans ses priorités de plaidoyer nationales, régionales et internationales. Ces initiatives devraient inclure des lignes directrices, des boîtes à outils, des notes d'information sur les politiques, des recueils de bonnes pratiques

et devraient en particulier être basées sur des projets et des expériences dans lesquels les jeunes et les femmes ont une participation centrale.

Les visions du genre sont une composante essentielle de ces processus, de sorte que la mise en œuvre de la stratégie sur le genre de la CME servira de guide dans la construction d'environnements démocratiques, égalitaires et sensibles à la diversité.